Les îles Riau et les zones transfrontalières

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

De l'autorité de Batam au triangle de croissance

Les îles Riau se situent entre 6 et 20 kilomètres au sud de Singapour, de l'autre côté du détroit de Singapour. Au XIXe siècle, elles appartenaient au même sultanat que Singapour et approvisionnaient ses plantations de gambier et de poivre, comme l'a montré la partie A. Le développement moderne de Batam a commencé avec le décret présidentiel n° 41 de 1973, qui a fait de l'île une zone industrielle placée sous une autorité de développement, connue plus tard sous le nom de BP Batam. L'ambition affichée était de faire de Batam une version indonésienne de Singapour.[1]

L'impulsion décisive est venue de Singapour. En 1989, le vice-Premier ministre Goh Chok Tong proposa publiquement un triangle de croissance reliant Singapour, le Johor et les îles Riau, connu sous l'acronyme SIJORI. L'idée était simple. Singapour disposait de capitaux, de savoir-faire de gestion, d'infrastructures et d'un accès aux marchés mondiaux, mais manquait de terrains et de main-d'œuvre. Le Johor et les îles Riau avaient des terrains et de la main-d'œuvre, mais pas les autres facteurs. Un

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

protocole d'accord (Memorandum of Understanding) signé le 17 décembre 1994 par Lee Hsien Loong, Rafidah Aziz et Hartono a formalisé ce regroupement sous le nom d'Indonesia–Malaysia–Singapore Growth Triangle.[2]

La zone de libre-échange et le cadre de la zone économique spéciale

Le cadre juridique de Batam a été remanié à plusieurs reprises. En juin 2006, les deux gouvernements ont convenu d'un cadre faisant de Batam et de certaines parties de Bintan et de Karimun une zone économique spéciale liée à Singapour, avec suppression des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée sur les marchandises expédiées entre Batam et Singapour. La loi n° 44 de 2007 sur les zones de libre-échange a ensuite fourni la base sur laquelle Batam est devenue une zone de libre-échange pour soixante-dix ans. En 2016, le décret présidentiel n° 8 a transféré la tutelle de la zone au bureau du ministre coordinateur des Affaires économiques à Jakarta.[3] Ces changements fréquents traduisent une tension récurrente entre Jakarta, le gouvernement provincial et l'autorité locale quant au contrôle de l'île et de ses recettes.

Parcs industriels, chantiers navals et centres de données

Batam est devenue l'annexe industrielle de Singapour. Le premier grand parc industriel, Batamindo Industrial Park, a ouvert en 1990 sous la forme d'une coentreprise entre des entreprises liées à l'État singapourien et le groupe Salim, l'un des plus grands conglomérats indonésiens.[4] L'assemblage électronique et la construction navale sont devenus les principales industries.[5] La population de la ville est passée de quelques milliers d'habitants au début des années 1970 à 1 196 396 au recensement de 2020, avec une estimation officielle de 1 296 960 à la mi-2025.[6]

Singapour reste l'investisseur dominant. Au premier semestre 2023, les investissements étrangers à Batam ont atteint 1,2 milliard de dollars US, provenant pour la plupart de Singapour, contre 168 millions de dollars US d'investissements nationaux. La dernière vague d'investissements concerne l'infrastructure numérique. Les centres de données ont besoin de terrains et d'électricité, rares à Singapour, ainsi

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

que de connexions rapides au réseau singapourien. En juillet 2026, un câble sous-marin de 50 kilomètres reliant le Nongsa Digital Park de Batam à Changi a été achevé. En juin 2026, une société australienne a annoncé un projet de campus de 360 mégawatts dédié à l'intelligence artificielle à Batam, dont la mise en service est prévue au premier trimestre 2027.[7] Le financement de tels projets, par des prêts de projet, des fonds d'infrastructure et du crédit privé, est en grande partie structuré à Singapour.

L'énergie de part et d'autre du détroit

L'énergie est devenue un autre domaine de coopération. Singapour prévoit d'importer jusqu'à 6 gigawatts d'électricité bas carbone d'ici 2035, ce qui pourrait couvrir environ 30 % de ses besoins cette année-là. Les îles Riau, avec leurs terrains et leur potentiel solaire, en sont une source évidente. L'Energy Market Authority (EMA, l'autorité du marché de l'énergie) a mené des essais d'importation, parmi lesquels 100 mégawatts en provenance de la Malaisie péninsulaire et un approvisionnement équivalent à 100 mégawatts provenant d'une ferme solaire sur Pulau Bulan, près de Batam.[8] Les grands projets solaires avec stockage par batteries dans les îles Riau exigent chacun plusieurs milliards de dollars de capitaux. Ils créent un marché pour le financement de projets et les obligations vertes, dont traite le chapitre K.II. Dans le même temps, ils rendent la sécurité énergétique de Singapour en partie dépendante des autorisations et de la politique indonésiennes.

Les accords de 2022

Pendant des décennies, deux questions ont pesé sur la relation : l'absence de traité d'extradition et la gestion de l'espace aérien au-dessus des îles Riau. Un traité d'extradition avait été signé à Tampaksiring, à Bali, le 27 avril 2007, mais aucune des deux parties ne l'a ratifié. La ratification était liée à un accord de coopération en matière de défense que le parlement indonésien refusa d'approuver.[9] Les critiques indonésiens ont longtemps présenté Singapour comme un refuge pour les débiteurs en fuite de la crise bancaire de 1997-1998, accusation que Singapour a rejetée.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

L'impasse a pris fin lors de la retraite des dirigeants (Leaders' Retreat) à Bintan. Le 25 janvier 2022, les deux gouvernements ont signé un nouveau traité d'extradition, un accord sur le réalignement des régions d'information de vol et un accord de coopération en matière de défense renouvelé. Le traité d'extradition couvre 31 types d'infractions, dont la corruption, le blanchiment d'argent, les pots-de-vin, les infractions bancaires et le financement du terrorisme. Il s'applique rétroactivement aux infractions commises jusqu'à dix-huit ans auparavant. Les trois accords sont entrés en vigueur ensemble le 21 mars 2024.[10] Pour la place financière, le traité a levé un handicap de réputation ancien. Il a aussi modifié le calcul de tout client indonésien qui aurait pu espérer autrefois échapper aux poursuites en s'installant à Singapour.

Notes

1. Wikipedia, "Batam" (consulté en novembre 2026) : Batam se situe à environ 20 km de la côte sud de Singapour et à au moins 6 km de celle-ci, de l'autre côté du détroit de Singapour ; Wikipedia, "Batam" (consulté en novembre 2026) : le décret présidentiel n° 41/1973 a fait de Batam une zone industrielle soutenue par une autorité de développement devenue plus tard BP Batam ; l'objectif initial était de faire de Batam « the Indonesian version of Singapore ». ↩
2. Wikipedia, "Indonesia–Malaysia–Singapore Growth Triangle" (consulté en novembre 2026) : annoncé publiquement pour la première fois en 1989 par le vice-Premier ministre Goh Chok Tong ; protocole d'accord signé le 17 décembre 1994 par Lee Hsien Loong (Singapour), Rafidah Aziz (Malaisie) et Hartono (Indonésie). ↩
3. Wikipedia, "Batam" (consulté en novembre 2026) : un cadre de juin 2006 a intégré Batam ainsi que certaines parties de Bintan et de Karimun dans une zone économique spéciale avec Singapour, supprimant les droits de douane et la taxe sur la valeur ajoutée sur les marchandises expédiées entre Batam et Singapour ; la loi n° 44 (2007) a fait de Batam une zone de libre-échange pour 70 ans ; Wikipedia, "Batam" (consulté en novembre 2026) : le décret

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

présidentiel n° 8/2016 a transféré la tutelle du complexe industriel du gouverneur des îles Riau au bureau du ministre coordinateur de l'Économie. ↩

4. Sur la fondation de Batamindo Industrial Park en 1990 sous la forme d'une coentreprise entre Singapore Technologies et Jurong Environmental Engineering du côté singapourien et le groupe Salim du côté indonésien, voir l'historique des sociétés Sembcorp et Batamindo. ↩
5. Wikipedia, "Batam" (consulté en novembre 2026) : la construction navale et la fabrication électronique sont les principales industries de l'île. ↩
6. Wikipedia, "Batam" (consulté en novembre 2026) : recensement de 2020, 1 196 396 ; estimation officielle à la mi-2025, 1 296 960. ↩
7. Wikipedia, "Batam" (consulté en novembre 2026) : au premier semestre 2023, les investissements étrangers ont atteint 1,2 milliard de dollars US et les investissements nationaux 168 millions de dollars US ; la plupart des investissements étrangers provenaient de Singapour ; Wikipedia, "Batam" (consulté en novembre 2026) : le câble Nongsa–Changi de 50 km reliant le Nongsa Digital Park à Changi a été achevé en juillet 2026, la pleine exploitation étant prévue pour septembre 2026 ; en juin 2026, Firmus Technologies a annoncé un projet de campus d'IA de 360 MW à Batam avec DayOne, dont la mise en service est prévue au premier trimestre 2027. ↩
8. Wikipedia, "Energy in Singapore" (consulté en novembre 2026) : Singapour prévoit d'importer jusqu'à 6 GW d'électricité bas carbone d'ici 2035, soit environ 30 % de ses besoins énergétiques de 2035 ; l'objectif a été relevé de 4 GW ; Wikipedia, "Energy in Singapore" (consulté en novembre 2026) : l'EMA a mené un essai de deux ans pour importer 100 MW de la Malaisie péninsulaire ; un approvisionnement non intermittent équivalent à 100 MW provenant d'une ferme solaire sur Pulau Bulan, en Indonésie, a également été testé. ↩
9. Cabinet Secretariat of the Republic of Indonesia, "Indonesia, Singapore Sign Extradition Treaty" (setkab.go.id, consulté en novembre 2026) : un traité antérieur avait été signé le 27 avril 2007 à Tampaksiring, à Bali, mais n'a

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

jamais été appliqué faute de ratification par l'un ou l'autre pays ; la ratification était liée au Security Cooperation Agreement, que la Commission I de la Chambre des représentants a refusé de ratifier en juin 2007. ↩

10. Cabinet Secretariat of the Republic of Indonesia, "Indonesia, Singapore Sign Extradition Treaty" (setkab.go.id, consulté en novembre 2026) : signé le 25 janvier 2022 à Bintan par Yasonna H. Laoly et K. Shanmugam ; 31 types d'actes criminels, dont la corruption, le blanchiment d'argent, les pots-de-vin, les infractions bancaires, les stupéfiants, le terrorisme et le financement du terrorisme ; application rétroactive sur dix-huit ans ; "Three landmark agreements between S'pore and Indonesia take effect", *The Star*, 22 mars 2024 : les accords « officially came into force on March 21 » ; le traité d'extradition « can be retrospectively applied to crimes committed up to 18 years ago ». ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.